

**LE MEXIQUE
ET LA
RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE**

DISCOURS

prononcé par

Monsieur Isidro FABELA

*Ancien Ministre des Affaires Etrangères.
Délégué du Mexique à la Société des Nations à Genève
Juge à la Cour Internationale de Justice, etc.*

à l'Ambassade d'Espagne à MEXICO

le 26 Juillet 1958.

PARIS, 1958

Lic. Isidro Fabela

Né à Atlamalco, Etat de Mexico, 1882.

Illustre juriste, écrivain et diplomate.

Ancien Secrétaire aux Relations Extérieures (Affaires Etrangères) sous le Président don Venustiano Carranza, 1913-1914.

Professeur de Droit International à l'Université de Mexico, 1921.

Délégué du Mexique à la Société des Nations, à Genève.

En qualité de Ministre Diplomatique, il a représenté le Mexique en Argentine, au Chili, au Brésil, en Uruguay et en Allemagne ; et en qualité d'Agent confidentiel, en Espagne, en France et en Italie.

Il fut élu Gouverneur de l'Etat de Mexico, pendant le Mandat du Général don Manuel Avila Camacho, 1942-1945.

En 1946, il fut nommé par les Nations Unies, Juge à la Cour Internationale de Justice.

Il fut Commissaire (Juge) au Tribunal des Réclamations italo-mexicaines.

Directeur et fondateur de « Mundo Libre ».

Il est l'auteur de plusieurs œuvres, parmi lesquelles il convient de signaler « La Doctrine Monroe », « Lettres au Président Cárdenas », « Harangue révolutionnaire », « La Tristesse du Maître », « Les Etats-Unis contre la Liberté », « Belice », « Pour un Monde Libre », « Les Précurseurs de la Diplomatie Mexicaine », « Neutralité », « La Politique Internationale du Président Cárdenas », « Histoire Diplomatique de la Révolution mexicaine », « Non-Intervention », etc.

LE MEXIQUE ET LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

L'HOMMAGE que la République Espagnole, en cette cérémonie solennelle, et par votre digne intermédiaire, a bien voulu me rendre, conformément à un accord pris par son Président, Monsieur Diego Martinez Barrio, son Conseil des Ministres et le Grand Chancelier de l'Ordre, en m'octroyant sa plus haute distinction, m'honore et me remplit de fierté à un degré tel, que je ne crois pas pouvoir exprimer toute ma gratitude, bien que ma reconnaissance soit aussi profonde qu'infinie. Car la précieuse décoration que je reçois est pour moi le symbole et le souvenir d'un chapitre impérisable, non seulement des annales de l'Espagne, mais aussi de l'histoire personnelle de ma vie.

*
**

Lorsqu'en 1937, notre ancien grand Président de la République, mon illustre ami le Général Lázaro Cárdenas, me désigna comme Délégué Permanent du Mexique à la Société des Nations, il m'exposa d'une façon précise ses idées, auxquelles je devais soumettre toute mon activité diplomatique, sur les points suivants :

1. — Le Mexique est et devra rester toujours un Etat fidèle à la Société des Nations.
2. — Le Mexique remplira strictement et ponctuellement la Convention de la Ligue.
5. — Le Mexique a reconnu, et reconnaît encore,

comme étant inaliénable, le principe de la non-intervention.

4. — En ce qui concerne spécifiquement le conflit espagnol, le Gouvernement Mexicain reconnaît que l'Espagne, en tant qu'Etat-membre de la Société des Nations, attaquée par l'Allemagne et l'Italie, puissances totalitaires, a droit à la protection morale, politique et diplomatique, et à l'aide matérielle des autres Etats-membres, conformément aux dispositions expresses et décisives de la Convention.

6. — Le Gouvernement Mexicain ne reconnaît pas, ni ne peut d'ailleurs reconnaître, d'autre représentant légal de l'Etat Espagnol que le Gouvernement Républicain présidé par Monsieur Manuel Azaña.

8. — En termes généraux, le Mexique a été, et doit continuer à être, un pays respectueux des principes, dont la force est basée sur son droit et sur le respect des droits d'autrui. Par conséquent, notre Représentation à Genève devra se montrer intransigeante dans l'observation des conventions signées, dans le respect de la morale et des droits internationaux, et dans la stricte application de la Convention de la Société des Nations.



Lorsque j'arrivai à Genève muni de ces instructions, qui s'harmonisaient tout à fait avec ma formation de juriste, avec mon éthique de citoyen et avec mon patriotisme, à la fois mexicain et humanitaire, je m'empressai de prendre la défense de l'Espagne Républicaine, présidée par celui qui plus tard devait

devenir mon ami admiré, l'immortel Monsieur Manuel Azaña, immortel dans la littérature, dans le verbe castillan et dans les pages historiques de sa patrie bien-aimée.

Et je la défendis avec résolution, au sein de la Société des Nations, non seulement parce qu'elle en avait de son côté tous les titres légitimes et irréfutables pour moi, au point de vue juridique ; non seulement à cause de mon attachement aux principes démocratiques, dont les idéaux avaient toujours été les normes de ma conduite, mais aussi parce qu'il s'agissait de l'Espagne, de l'Espagne qui bat dans mes veines par le sang de mes ancêtres ; parce que je la porte dans les vocables de ma langue, dans mes croyances chrétiennes qui s'accordent avec les siennes ; parce que j'ai toujours été séduit par ses exploits héroïques, qui ont été et seront toujours une raison de fierté pour le genre humain ; enfin, parce que son nom euphonique a pour moi un rythme poétique, parce que sa terre, dont j'ai la nostalgie, son art que j'admire et son peuple que j'aime, vivent et vivront constamment dans mon cœur aussi longtemps que je serai de ce monde.

Pour tout cela, par devoir, parce que c'était le droit et la justice, par principe et par amour de l'Espagne, je l'ai défendue contre tout et contre tous, persuadé que notre Don-Quichottisme du plus pur idéal libertaire serait stérile en face de l'attitude égoïste, peureuse et maladroite de la Ligue ; mais convaincu aussi de ce que nous accomplissions un acte strictement légal et justicier dans ses principes, qui allait s'incorporer, comme il s'est en effet incorporé déjà, à l'Histoire Internationale contemporaine.

Mes plaidoyers au sein de l'Assemblée et de la

Quatrième Commission de la Ligue vous les connaissez déjà, Espagnols d'ici et de là-bas. Au nom du Mexique et des droits violés d'un Etat-membre, j'affrontai non seulement les totalitaires de l'Axe, qui avaient envahi avec leurs armées le territoire — qui aurait dû être sacré pour eux — d'un pays indépendant, mais aussi l'incompréhension des grandes puissances qui, au lieu de prendre le parti des institutions de la République Espagnole attaquée, se transformèrent en ses bourreaux, lui refusant non seulement l'aide matérielle, à laquelle elle avait pleinement droit, conformément aux normes bien définies de la Ligue et des traités d'amitié, de commerce et de non-intervention en vigueur — qu'elles éludèrent arbitrairement — mais aussi en soutenant la théorie absurde que la guerre d'Espagne était civile et non pas internationale et, partant, qu'il était de leur devoir d'appliquer l'outrage coupable de la non-intervention dans les affaires intérieures de l'Etat espagnol.

Pour cette même raison, j'attaquai également avec des arguments irréfutables le Comité de Londres, qui était une idée britannique, anti-juridique et anti-politique, malencontreusement adoptée par MM. Daladier et Delbos, à Paris, et qui devint finalement l'erreur tragique des dirigeants du Quai d'Orsay et de Downing Street : car cet organisme anachronique qu'était le dit Comité, au lieu de servir ceux qui souhaitaient la paix à tout prix, après avoir anéanti le Gouvernement Espagnol légitime, sacrifia finalement ses propres auteurs, l'Angleterre et la France, lesquelles, à la suite de l'erreur capitale qu'elles avaient commise, furent obligées d'affronter la guerre dans des conditions beaucoup plus désavantageuses. Cette erreur les conduisit à accepter les faits accom-

plis du réarmement allemand, de l'occupation de Dantzig, de la conquête de l'Ethiopie et des stupides pactes de Munich, par lesquels elles sacrifiaient leur loyale et puissante alliée, la Tchécoslovaquie et, fatalement aussi, la Hongrie et la Roumanie, jusqu'au moment où, ayant enfin compris la perfidie d'Hitler et de Mussolini, ainsi que leurs desseins de dominer non seulement en Europe, mais également dans le monde entier, elles durent se lancer dans la guerre, lors de l'invasion de la Pologne, vers la fin de 1939. Et c'est à partir de cet instant que commença la glorieuse épopée des démocraties héroïques qui, se surpassant elles-mêmes, et avec l'aide très efficace des Etats-Unis, écrasèrent à jamais l'hydre nazi-fasciste.

**

C'est pourquoi, en Septembre 1937, je disais devant l'Assemblée de la Société des Nations :

« Mon Gouvernement estime dangereuse la politique de soustraire à la juridiction de la Ligue les problèmes fondamentaux de la paix, en essayant de cacher la réalité au moyen de fictions, au lieu de l'affronter courageusement ». Et j'ajoutais : « Nous voulons croire que l'esprit qui a guidé la création d'organisations étrangères à la Société des Nations, tel que le Comité de la Non-intervention, a été inspiré par le désir d'éviter une conflagration mondiale qui, d'après ce que l'on assure, aurait pu se déclencher, si l'on avait appliqué la Convention à la lettre. Mais... nous croyons tout d'abord que si, lorsque l'intervention étrangère a commencé en Espagne, nous avions opté pour l'application rigoureuse de sanctions justifiées, au lieu d'ignorer la réalité, cette intervention aurait cessé, et la Ligue, tout en défen-

dant son statut constitutionnel et le principe du Droit des gens, aurait obtenu un triomphe éclatant ». Et sur le champ, vaticinant la tragédie qui menaçait, je prédis : « ...Par ailleurs, au lieu d'assurer que la guerre a été évitée, ne serait-il plus juste de dire qu'elle a été prolongée en Espagne et ajournée en Europe ? »

.

Mais je n'en suis pas resté là ; j'étais résolu, avec une profonde tristesse, à mettre en lumière la véritable position historique du Mexique vis-à-vis du conflit espagnol. Lorsque la Quatrième Commission, que présidait mon cher collègue, le colombien Eduardo Santos, eut adopté la formule qui allait être présentée à l'Assemblée et par laquelle était reconnue la validité du Comité de Londres, je me levai pour protester contre cet accord, en déclarant avec toute mon énergie que mon Gouvernement ne reconnaissait pas ce Comité. Et ceci alors même que la Délégation espagnole à Genève, présidée par M. Alvarez del Vayo, l'avait déjà accepté, faisant ainsi, sans doute avec la meilleure foi et poussée par un patriotisme angoissé, une faute technique et politique qui devait s'avérer comme une erreur d'une portée irréparable.

C'est pourquoi j'écrivis au Président Cárdenas en ces termes :

« La pression de l'Angleterre et de la France sur le Gouvernement Républicain a dû être terrible pour l'obliger à accepter de tels faits ; il est même possible que les manœuvres pratiquées contre les autorités légitimes (de l'Espagne) soient allées jusqu'aux menaces pour parvenir à cette fin. De toutes façons,

mon Général, je suis convaincu que les dirigeants espagnols ont commis une faute en sacrifiant leurs principes, parce que ces principes constituaient leur force fondamentale au sein de la Société des Nations... »

.

Il était évident, mes nobles amis républicains, comme je le sentais au tréfonds de ma conscience, que dans ces moments dramatiques, le Mexique ne devait en aucune manière s'opposer définitivement aux décisions qu'avait déjà acceptées le Gouvernement Espagnol, car notre voix isolée aurait contribué seulement à frustrer ses désirs. Je proposai donc à M. le Président Cárdenas, et celui-ci m'envoya son approbation par câblogramme, de ne pas abandonner la République Espagnole, de partager son sort en l'accompagnant de notre voix, mais en réservant, comme de bien entendu, notre jugement incontestable et légal, et ceci non pas pour critiquer notre chevaleresque amie, mais pour souligner publiquement la conduite impardonnable des grandes puissances, qui devaient donner la victoire à leurs ennemis les plus acharnés, l'Italie et l'Allemagne, et offrir en holocauste leur amie naturelle et authentique, la République Espagnole.

.

Toutefois, son Gouvernement est resté debout, dressé non seulement comme l'expression du véritable peuple espagnol insoumis et comme l'accusation permanente contre ceux qui l'ont conduit à la défaite, mais aussi pour symboliser que la force ne crée pas les droits, mais plutôt qu'elle les détruit. C'est

la souveraineté populaire qui donne naissance aux droits, et la souveraineté espagnole, en Avril 1931, « s'était donné un régime juridique, dont la légitimité n'a jamais été contestée par personne », comme l'a affirmé le Président du Conseil, M. Gordón Ordás.

Après le « coup d'Etat international » qu'avait subi la République, selon la très juste expression du Président Avila Camacho, la nation espagnole « avait le droit et, plus encore que le droit, le devoir, de maintenir les institutions républicaines que le peuple s'était données librement, comme l'expression de sa volonté souveraine ». (Gordón Ordás.)

Eh bien, pour ceux qui défendent cette République et pour ceux qui gardent toute leur foi en elle, son Gouvernement reste debout, et en voici la preuve : pour les Gouvernements des Présidents Lázaro Cárdenas, Manuel Avila Camacho, Miguel Alemán et Adolfo Ruiz Cortines, le Gouvernement de la République est toujours le représentant authentique de la Nation espagnole. C'est pourquoi ils l'ont reconnu et ont entretenu avec lui des relations diplomatiques *sui generis*, conformément au Droit International Public. D'ailleurs, ce n'est pas un cas unique de reconnaissance d'autorités qui, sans gouverner de fait le territoire qu'elles représentent, le symbolisent cependant *de jure* ». Tel fut le cas du Conseil National Tchécoslovaque, à la tête duquel se trouvait le Président Benès — martyr de la cruauté soviétique — qui fut reconnu d'abord par le Ministre français Pichon, comme première assise du futur Gouvernement Tchécoslovaque, et puis par Lord Cecil et M. Balfour, comme *trustee* de sa propre autorité gouvernementale. Evidemment, ceux-là n'étaient

pas les seuls cas d'Etats nationaux — je pourrais en citer d'autres — qui étant occupés par les forces nazies et fascistes, avaient perdu la totalité du territoire de leur souveraineté, sans que l'on eût méconnu pour autant leur personnalité en tant qu'Etats souverains... et ils étaient considérés comme jouissant de la plénitude de leur souveraineté et de leur légitimité, que la force ne pouvait pas abolir ». (Alvaro Pascual Leone.)

Mais il subsistait encore cette différence considérable : le Conseil National Tchécoslovaque n'avait pas — comme c'était le cas pour le Gouvernement Républicain Espagnol — les caractéristiques complètes d'une Gouvernement totalement intégré par la volonté électorale légitime, c'est-à-dire, ses Cortès, son pouvoir judiciaire et son pouvoir exécutif, personnifié par le Président Azaña et son Conseil des Ministres ; et ce n'est qu'à la mort du Chef de l'Etat que lui succéda, par la voie constitutionnelle, le Président des Cortès, Monsieur Diego Martinez Barrio, qui est actuellement le Premier Mandataire de la République.

**

Cependant, par-dessus toutes ces raisons, qui pourraient bien figurer dans les traités modernes de Droit international ou diplomatique et qui justifient théoriquement l'attitude du Mexique à l'égard du Gouvernement Républicain Espagnol, se lève encore cette considération essentielle, que personne ne saurait objecter valablement :

Le Mexique, en reconnaissant le Gouvernement de la République Espagnole en Exil et en entretenant avec lui des relations diplomatiques normales, a exercé et mis en pratique un droit incontestable de

souveraineté, conformément à sa très libérale Constitution Fédérale. J'ai la conviction intime que nos différents Gouvernements ont procédé de la sorte, depuis la guerre d'agression internationale dont l'Espagne fut la victime sur son propre sol national, jusqu'à ce jour, pour trois raisons fondamentales :

La première, parce qu'à leur avis, le Gouvernement de la République Espagnole représentait, et représente encore, « la conscience historique de son peuple ».

La deuxième, parce que le peuple espagnol n'a jamais reconnu comme légitimes, par un acte de sa volonté, dérivé de son libre arbitre, les autorités qui se sont emparés du pouvoir par la force et avec l'aide d'armées étrangères — sans l'appui desquelles le dictateur n'aurait jamais pu triompher, et parce que ce dictateur a manifesté publiquement des idées et des tendances politiques que, ni le Gouvernement ni le peuple mexicains ne peuvent partager, et n'ont jamais partagées, idées que le royaume sans roi et sans droit qui prévaut en Espagne a soutenues et soutient toujours :

« Lorsque la victoire couronnera nos efforts, la nouvelle Espagne avancera sur les principes d'un Etat totalitaire » (5 Février 1937).

« J'adhère de tout mon cœur au désir véhément de voir le grand peuple allemand atteindre les objectifs de sa destinée immortelle, sous le signe glorieux de la croix gammée et sous votre direction géniale. Heil Hitler ! » (Février 1937).

A l'occasion du premier anniversaire de la rébellion militaire (18 juillet), le dictateur s'est exprimé ainsi :

« En cette date solennelle, il ne pourrait manquer le souvenir ému et affectueux pour tous ceux qui ont compris la grandeur de notre exploit, pour les peuples qui, comme ceux de l'Allemagne, de l'Italie et du Portugal, serrent chaleureusement notre main aux moments les plus difficiles de la première année triomphale. »

« L'Espagne adoptera la structure des régimes totalitaires... »

« A l'instar de tous les Empires, on s'en tiendra tout spécialement au principe de la hiérarchie. On s'inspirera, bien entendu, des normes de l'Italie et de l'Allemagne... » « Nous considérons le régime parlementaire démocratique impraticable, non seulement en Espagne, mais aussi dans d'autres pays, comme l'Angleterre, par exemple. »

Le 2 Octobre 1938, au cours d'une prise d'armes pour décorer « des soldats italiens qui luttèrent sous ses ordres contre la République », Franco prononça les phrases suivantes :

« ...soldats de l'Italie impériale, croisés de la foi et de la civilisation de l'Occident : Je vous salue avec l'amour du chef et la confiance du « Caudillo » ; amour et confiance nés au rythme de la guerre, en contemplant vos actions, en sentant la chaleur de votre sang sur la terre d'Espagne... C'est en Italie la voix de votre Duce, la main qui a serré la nôtre ; ce sont ses soldats qui luttent pour faire éclater leurs frontières et porter les bannières de la civilisation et de la foi aux côtés des glorieux soldats espagnols. »

Puis, le 12 Décembre 1940, il proclamait :

« L'un de nos objectifs, peut-être le plus important, sera d'inculquer par tous les moyens, dans

l'esprit des jeunes peuples de l'Amérique et dans celui des vieilles nations de l'Europe, notre conception totalitaire de l'Etat. »

Pour clore ces citations, qui se passent de tout commentaire, et qui ne méritent que le rejet indigné, nous rappellerons ces sentences cyniques livrées à l'histoire, le 18 Juillet 1941, caractéristiques du régime qui domine en Espagne.

« La Démocratie et le Libéralisme sont des doctrines périmées. Le triomphe du nazisme est évident pour tous. »

La troisième, parce que l'Espagne de la République avait besoin d'une réparation à la face du monde, une réparation, ne fut-elle que morale, pour lui prouver qu'elle n'était pas seule dans son malheur ; qu'il y avait dans cette Amérique, que les hommes les plus éminents de l'Espagne d'autrefois avaient découverte, conquise et civilisée, un peuple fraternel, à la tête duquel se trouvait son généreux Président Cárdenas, qui sentait dans sa chair et dans son esprit la douleur intime du peuple espagnol ; qui évaluait justement la légitimité de sa cause et la cruauté de son destin dramatique. Et ce peuple cordial fut le Mexique, « l'Etat fidèle par excellence à la Société des Nations » et au postulat immanent de l'auto-détermination des nations pour adopter et définir leurs propres destins ; ce fut le peuple mexicain qui, avec les bras ouverts comme ceux d'une croix rédemptrice, vous accueillit, très honorables républicains, avec une affection dévouée, avec un désintéressement altruiste, une illusion pleine de ferveur, pleine d'espoir et animée de la meilleure volonté. Car le peuple mexicain a toujours souhaité, dans son affection fraternelle, que vous puissiez trouver

en ce pays de liberté et d'amour pour tous les êtres humains, la paix et la consolation dont vos corps malmenés et vos cœurs meurtris avaient tant besoin ; ainsi que le pain de blé pour vos enfants bien-aimés et le pain de l'esprit que demandaient d'urgence vos âmes désolées.

*
*
*

Je finis, mes frères espagnols. Lorsque votre patrie bienheureuse sera de nouveau devenue une jachère féconde de libertés, et que vous rentrerez dans vos foyers pour y vivre à la chaleur de la ville natale ou du village, témoins de vos premiers pas d'enfants, ou à la ferme que vos bras diligents avaient cultivée ; alors, quand vous serez là-bas, avec vos enfants qui sont nés ici, quand vous aurez vu le clocher de votre paroisse, la cour de votre université, quand vous entendrez le bruit de vos usines, qui vous semblera une symphonie céleste, en contemplant l'horizon fleuri de vos prés et la mer de vos rêves, n'oubliez pas que vous avez laissé ici trois semences on ne peut plus excellentes : celle de votre travail honnête et fécond ; celle de votre amour pour le Mexique qui a trouvé un écho dans nos cœurs, car nous vous aimons comme si vous étiez le produit de notre terre, et celle de vos enfants mexicains par la naissance, qui sont votre meilleure œuvre. Ils représentent pour mon pays le trésor le plus précieux que vous nous avez laissé en héritage et le souvenir éternel de votre agréable séjour en ce pays, qui a été le vôtre, au même titre que celui de l'Espagne. Et alors se produira le miracle que voici :

Lorsque l'Espagne errante, qui est devenue une unité de valeurs suprêmes, se serrera contre l'Espagne silencieuse pour se confondre avec elle, cette

Espagne qui aura retrouvé la parole et la jouissance de la liberté, alors toutes les deux, interpénétrées dans une même destinée, seront capables d'escalader les cimes les plus hautes de la pensée et de l'action, grâce au talent, à l'énergie créatrice, au levier tout-puissant de l'expérience et à l'esprit renouvelé de ses citoyens exemplaires, maîtres dans l'art de la vie, et elles bâtiront l'Espagne moderne, une Espagne qui n'aspire plus à la rédemption des peuples, mais à la conquête par l'intelligence de la science, de la culture et de la liberté.